







MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

**COMMISSION ARMEES-JEUNESSE**  
**SESSION 2011-2012**

**Promouvoir la résilience chez les jeunes**

**RAPPORT**  
**DU**  
**GROUPE DE TRAVAIL**





## **RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL**

### **« REFLEXION »**

Rappel du sujet :

" Qu'est ce que la résilience dans l'esprit de jeunes aujourd'hui?"



## Membres du groupe

Président :

DMPA Madame DAUPHIN Chantal

Rapporteurs :

CIDJ Madame KHODOROWSKY Katherine

Armée de terre Chef de bataillon SAGE Michel

FORR/FOMSORR Adjudant-chef ® SCHMIDT Jean-Charles

---

AJIR Mademoiselle AYATA Akima

ANAJ-IHEDN Monsieur GASCOIN Antoine

Armée de l'air Capitaine ® CAVANNA Emmanuel

Armée de terre Commandant GONTRAN Pascal

Association Solidarité défense Madame BOUILLY Chantal

CFDT Monsieur DUBEC Jacques

CFE-CGC Monsieur FRIES Pascal

CGPME Monsieur JOSSERAN Henri

Chargé de mission Colonel CAYLA Jean-Pierre

Chargé de mission Colonel ® GIROT Jean-Claude

CNAPE Monsieur de MULLENHEIM Philippe

DSN Lieutenant de vaisseau TUPET Olivier

DICoD Lieutenant-colonel SIMO Patrick

FNASOR Adjudant-chef ® MALINGRE Eric

FO Monsieur DEBAUVE Fabien

Fondation d'Auteuil Monsieur PONS Olivier

FSEF	Monsieur DEMART Jacques
Gendarmerie Nationale	Lieutenant-colonel CARRET Jean
Marine Nationale	Lieutenant de vaisseau ® MONTROSE Siméon
Membre Honoraire	Madame CREVOT Corinne
Membre Honoraire	Monsieur GALEYRAND Jean André
Mer et Universités	Monsieur RICHE Louis-Romain
Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire	Monsieur GONDARD Jean-François
Ministère de l'Education Nationale	Monsieur CLEAC'H Philippe
Ministère de l'Education Nationale	Madame TALON Corinne
PDE	Monsieur COUTURIER Mathieu
PDE	Mademoiselle PINAUD Carol Ann
PDE	Monsieur PRICAZ Nicolas-Jean
Service de santé des armées	Médecin en chef (CR) HAMON Patrick
Scouts Unitaire de France	Monsieur BABOIN-JAUBERT Henry
UNAF	Madame BERNON Marcelle
UNHAJ	Monsieur BOYER Cyrille

## Sommaire

Rappel du sujet	p.5
Membres du groupe	p.7
Préambule méthodologique	p.11
Relevé des conclusions : promouvoir la résilience chez les jeunes	p.13
Définition	p.17
<b>Introduction</b>	p.19
I - Renforcement de l'éducation et de la formation	p.21
II - La résilience : facteur de renforcement du civisme et de la citoyenneté	p.28
III - Stratégie de communication et réseaux sociaux	p.35
<b>Conclusion du rapport</b>	p.44
Liste des personnalités auditionnées	p.45
Liste des annexes / Bibliographie	p.47
Liste des récents travaux publiés par la Commission armées-jeunesse	p.51



## Préambule méthodologique

La première réflexion du groupe s'est portée sur le titre même du sujet.

A la question proposée « qu'est ce que la résilience dans l'esprit des jeunes aujourd'hui ? » qui interpelle sur la perception que les jeunes en ont, le groupe de travail a formulé une deuxième interrogation, au cœur de notre réflexion : « comment développer l'esprit de résilience auprès de la jeunesse actuelle ? ». Comment cette jeunesse pourrait-elle faire face à des événements exceptionnels ?

La préparation du citoyen devrait permettre de développer une logique de prévention, une responsabilisation qui conduit à une attitude active lors de la phase d'attente de la réponse des services publics quand les secours, les services de sécurité, les moyens logistiques se mettent en place. Tout jeune citoyen a ainsi un rôle à jouer.

L'anticipation et la réactivité face à des « surprises stratégiques » qui pourraient bouleverser la vie quotidienne des Français sont rendues possibles grâce à l'éveil des consciences et à l'éducation. La formation des jeunes aux principes de résilience est un vecteur du lien armées-nation.

Dans le cadre d'une politique de résilience, l'enjeu du sujet consiste à établir des pistes d'actions concrètes à mettre en œuvre permettant aux jeunes de contribuer à la résilience de la Nation en lien avec les armées.



## **Relevé des conclusions**

### **Promouvoir la résilience chez les jeunes**

Le groupe de travail "Réflexion" a résolument défini que promouvoir la résilience chez les jeunes nécessite **une volonté politique forte**, qui s'appuiera sur des stratégies d'éducation, de formation et de communication.

L'objectif est de familiariser les 12-25 ans avec le concept de résilience, afin qu'ils connaissent les dispositifs existants et prennent conscience de leur rôle spécifique en cas de crises majeures.

Le constat fait par la commission est que le terme de résilience n'est actuellement connu que de certains spécialistes et experts. Or, il s'agit de familiariser l'ensemble de la population avec cette notion en promouvant la « résilience nationale », entre autres parmi les jeunes, pour favoriser une meilleure réactivité face aux événements d'exception.

Il est apparu évident au groupe de travail qu'un **effort de définition** claire et simplifiée de la notion de résilience devrait être diffusée et promulguée par l'Etat.

Trouver un terme destiné aux jeunes est une des premières propositions du groupe de travail.

Le groupe de travail a défini trois champs d'actions à développer :

- **les actions de formation et d'éducation,**
- **la résilience pour renforcer le civisme et la citoyenneté,**
- **la stratégie de communication à adopter.**

#### **I Les actions de formation et d'éducation.**

S'agissant du renforcement de l'éducation et de la formation, dans le cadre institutionnel, le groupe propose notamment d' :

- associer l'éducation à la prévention des risques et l'enseignement de défense ;
- promouvoir l'organisation interne nécessaire à la mise en sûreté face aux risques et aux crises potentielles dans les

établissements d'enseignement en généralisant les Plans Particuliers de Mise en Sécurité;

- généraliser l'apprentissage de comportements adaptés face aux situations de crise et aux risques locaux à travers des études de cas et des exercices de simulation;
- renforcer l'action des Trinômes académiques, avec un leadership plus affirmé pour chacun des niveaux, national, régional ou académique, et départemental.

S'agissant du **renforcement des mesures dans les domaines** de Sécurité Civile et des Collectivités territoriales visant la jeunesse comme acteurs de résilience, le groupe "Réflexion" propose les points principaux suivants :

- élargir l'unité d'enseignement "Prévention et Secours Civiques de niveau 1" (PSC1) en apportant des ressources complémentaires (quelques heures) afin d'introduire la notion de résilience à travers des cas concrets. Ceci serait aussi applicable dans le cadre de la JDC (journée défense et citoyenneté).
- intégrer des jeunes au plan communal de sauvegarde, en y associant le **Conseil municipal des jeunes** sous l'égide du Correspondant défense ;
- intégrer les jeunes au processus de gestion de crise et favoriser l'apprentissage avec des actifs, des experts et des anciens actifs, pour privilégier l'aspect intergénérationnel.

**Le groupe préconise :**

- 1) **l'implication du tissu associatif** et des ministères concernés dont le ministère en charge de la Jeunesse.  
C'est tout l'enjeu de l'éducation informelle à associer.
- 2) **l'adaptation du système des Réserves** en vue d'y associer la jeunesse.

Le groupe de travail a largement débattu sur la valorisation des réserves militaires, des autres réserves ministérielles ou d'organisations faisant appel au volontariat et au bénévolat. Une réflexion devrait être menée sur les ressorts de l'engagement des jeunes et sur les actions des jeunes volontaires et bénévoles au sein de la réserve militaire en particulier.

## **II La résilience facteur de renforcement du civisme et de la citoyenneté.**

L'apprentissage de principes de résilience et de comportements adaptés face à des situations difficiles donne du sens aux valeurs de civisme et de citoyenneté. La déclinaison de la politique de résilience en faisant des jeunes des **acteurs de résilience** permettrait de diffuser ces valeurs :

- en réinventant le concept de "bien commun et du vivre ensemble" sur un même territoire qu'il soit communal, régional, national voire européen ;
- en développant le sentiment d'une communauté de destin et d'intérêts à défendre : une population, une Nation, voire une communauté de pays.

## **III Stratégie de communication et réseaux sociaux**

Pour mener le projet, une stratégie de communication doit être à la fois coordonnée et conduite avec constance et volontarisme.

Le rôle de l'ÉTAT serait d'en être l'initiateur, le fédérateur et le coordonnateur. Cette stratégie de communication devrait être construite par les actions de relais mais aussi par les jeunes eux-mêmes.

Pour cela, le groupe propose la création :

- d'un **réseau alternatif défense** sur le thème de la résilience et tous les sujets qui s'y rattachent en lien avec des supports variés liés à Internet ou à la téléphonie mobile ;

- ❑ de «serious games» qui sont des vecteurs positifs, à décliner sur la gestion de risques et des crises, pour les différents publics de jeunes ;
- ❑ d'une charte de labellisation et d'un visuel (identifiant commun) ;
- ❑ d'une chaîne de solidarité la plus large possible qui servira de support pour l'action en cas de drame national. Ce qui facilitera la diffusion de l'information et offrira une plateforme officielle. Le pas sera ainsi plus simple à franchir pour transformer la « chaîne d'information » en véritable « chaîne d'alerte ».

Enfin, quel que soit fait l'usage du terme résilience, où qu'en soit la consolidation de la définition de la résilience, la politique de résilience s'appliquant aux jeunes vise l'idée d'un civisme renouvelé, voire ré-enchanté pour servir la cause nationale.

C'est un projet **peu coûteux** qui s'appuie sur des dispositifs **existants** qui demandent à être amplifiés.

La résilience développée au niveau des 12-25 ans serait un bénéfice pour le lien Armées-Nation.

C'est un défi qui repose sur une volonté politique forte.

## DEFINITION

"La résilience nationale est un concept qui a fait son apparition officielle dans le  *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*  (LBDSN) de 2008, en lien avec la fonction "protection". Elle y est définie (p.64) comme **"la volonté et la capacité d'un pays, de la société et des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeures, puis à rétablir rapidement leur capacité de fonctionner normalement, ou à tout le moins un mode de fonctionnement socialement acceptable. Elle concerne non seulement les pouvoirs publics, mais encore les acteurs économiques et la société civile tout entière"**.

"Cet objectif de résilience concerne au premier plan les pouvoirs publics, mais également la société civile (au-delà des seuls acteurs économiques), à travers l'ensemble des citoyens français, qui sont liés par une communauté de valeurs et de destins. Ces acteurs doivent notamment être préparés et informés lors de la survenue d'une crise, ces deux éléments constituant un facteur essentiel de leur résilience.

Au-delà de celle des institutions, c'est en effet la somme des résiliences particulières qui constituera l'état final recherché, la résilience de la Nation française. Elle devra donc faire l'objet d'une véritable **politique de résilience**, qui se traduira par un ensemble d'actions déclinées en fonction des différents acteurs (pouvoirs publics, locaux, acteurs industriels et économiques, société civile) et des phases successives de ce processus (préparation, résistance, rétablissement, consolidation puis nouvelle préparation). Cela suppose une **préparation** des différents acteurs notamment des citoyens et, en particulier des jeunes."

Extrait de la synthèse de travaux de groupe relatifs à la résilience de la Nation conduits au sein du ministère de la Défense.



## Introduction

La résilience représenterait-elle un *Concept-star*<sup>1</sup> magique dont pourrait s'emparer l'Etat et le politique face à la résolution de crises potentielles ? Ou bien la résilience, sous les apparences d'un concept récent, ne recouvrerait-elle pas en réalité une problématique très ancienne, consubstantielle aux premiers devoirs de l'Etat, qui est d'assurer par anticipation la sûreté et la sécurité des citoyens ? Déjà, en 1643, Richelieu n'affirmait-il pas : "Rien n'est plus nécessaire au gouvernement d'un Etat que la prévoyance, puisque par son moyen, on peut aisément prévenir beaucoup de maux, qui ne se peuvent guérir qu'avec de grandes difficultés quand ils sont arrivés?" Enfin, la résilience doit-elle être considérée comme un objet d'études pour nos jeunes ou bien un objectif à atteindre, un idéal à poursuivre, un projet à construire ?

Le groupe de travail "Réflexion" a résolument défini que promouvoir la résilience nécessite une volonté politique forte, qui s'appuiera sur des stratégies éducatives, de formation et de communication.

L'effort portera sur la phase de préparation à la résilience. Elle devrait répondre aux faiblesses et vulnérabilités examinées dans le cadre de différentes études, en s'appuyant sur deux axes majeurs :

- un renforcement de la sensibilisation et de l'enseignement des questions de défense, de sécurité et de prévention des risques dans le cadre institutionnel ou non-institutionnel;
- une stratégie de communication innovante visant plus particulièrement la jeunesse.

Ces deux axes ont pour finalité de renforcer le rôle et la participation des jeunes, futurs citoyens, premiers acteurs de leur propre résilience comme de celle des autres.

---

<sup>1</sup> Citation Monique CASTILLO

<sup>2</sup> In "Testament politique"

L'éducation à la défense et l'intégration des principes de résilience que nous exposons dans la première partie de ce rapport s'appuient sur les valeurs de civisme et de citoyenneté. Comme si la résilience devait se déployer au service du civisme et de la citoyenneté en les réinventant mais qu'ils étaient aussi constitutifs de cette éducation. Cela fera l'objet de la deuxième partie avant d'aborder, en troisième partie, la question de la stratégie de communication à mettre en place.

## **I - Renforcement de l'éducation et de la formation**

Le groupe de travail a défini des axes de propositions pour répondre à la question de l'éveil des consciences et à l'éducation afin de développer l'anticipation et de la réactivité face à des « surprises stratégiques » qui pourraient bouleverser la vie quotidienne des Français. Quels sont-ils et quels pourraient être les fondements d'une formation des jeunes aux principes de résilience, vecteur du lien armées-nation?

### **1. Définir le terme résilience pour le monde des enseignants, des formateurs, des éducateurs et le public jeune.**

Il est apparu évident au groupe de travail qu'un effort de définition claire et explicitée de la notion de résilience devait être conduit par l'Etat, définition à diffuser largement ensuite sans quoi des confusions ou des dérives risqueraient de se produire et ainsi manquer la cible de l'objectif visé.

En effet, il paraît essentiel de promouvoir un travail sur la terminologie qui permettrait d'avoir un meilleur effet de résonance. Il convient de vulgariser le terme de « résilience », de sortir d'un discours trop technocratique, afin de toucher au mieux la cible des jeunes. Le concept n'est pas forcément compris de tous, les travaux de la CAJ devraient contribuer à porter à la connaissance de tous un concept auquel tout le monde se réfère. Trouver un vocable destiné aux jeunes est une des premières propositions du groupe de travail. Le terme "re-bond" a été évoqué à la place de résilience.

Le groupe est d'avis que la définition de la résilience doit mettre en avant les notions **de volonté et de capacité**, et situe la résilience sur un **plan individuel et collectif**. L'aspect "gestion de crises" y est important, puisqu'il s'agit de faire face puis rétablir un mode de fonctionnement cohérent et efficace des pouvoirs publics après une agression ou une catastrophe. Mais la résilience est davantage **un état final recherché** (assurer la capacité aux pouvoirs publics, à la société civile et aux citoyens qui la composent de revenir à un mode de fonctionnement acceptable après une agression ou une catastrophe). Elle peut faire l'objet d'une **ambition stratégique**, sur le modèle de la culture anglo-saxonne.

## 2. Renforcer l'éducation et la formation institutionnelle

Le renforcement des missions des ministères de l'Education nationale et de la Défense a paru d'emblée la première étape d'une éducation à la résilience. Ainsi, il est apparu essentiel de :

- renforcer le socle commun de connaissances et compétences, en y ajoutant le terme de résilience. Ce socle commun, promu en 2005 et 2006, aborde l'enseignement de défense, les valeurs de solidarité. Il touche au concept de résilience sans pour autant le mentionner.  
Il conviendrait que le terme de résilience soit mentionné et explicité dans les programmes scolaires ; à cette fin, une note comprenant la définition et le processus de résilience devrait faire l'objet d'une large diffusion ;
- associer l'éducation à la prévention des risques et l'enseignement de défense en croisant les disciplines ;
- promouvoir l'organisation interne nécessaire à la mise en sûreté et à l'éducation des jeunes face aux situations de risques majeurs naturels, accident technologique, attentat, ou toute situation d'exception dans les établissements d'enseignement ; généraliser les Plans Particuliers de Mise en Sûreté - PPMS. Généraliser l'apprentissage de comportements adaptés face aux situations de crise et la conscience des risques locaux à travers des études de cas où seraient mises en évidence les différences d'échelles du local au national, puis à l'international (introduire la notion de résilience géographique).

Pour ce faire, il conviendrait alors de :

- appuyer le rôle des Inspecteurs Généraux de l'Education Nationale dans le cadre des programmes et des dispositifs : compléter les référentiels des formations initiales et continues des enseignants, élaborer des outils pédagogiques appropriés et innovants et communiquer sur ces dispositifs de manière plus large ou moins confidentielle comme celui des PPMS ou des actions des Trinômes ;

- renforcer l'action des Trinômes académiques, avec un leadership plus affirmé pour chacun des niveaux, national, régional ou académique, et départemental ;
- renforcer et valoriser des sites comme *educ@def*, site portail du ministère de la Défense sur l'enseignement de défense et promouvoir l'action de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) en ce domaine en lien avec *eduscol*, site du ministère de l'Education nationale.

Au niveau de l'enseignement supérieur, le groupe de travail préconise de :

- appliquer et généraliser le nouveau protocole défense – enseignement supérieur paru le 20 avril 2012 qui met en relief la question de la résilience ;
- introduire un module dédié à la résilience dans les cursus universitaires des jeunes étudiants du secteur de Santé mais aussi dans les formations de prise de poste des jeunes fonctionnaires et des personnels des entreprises ;
- créer des synergies "étudiants / jeunes militaires / jeunes actifs des entreprises" et des retraités comme experts venant de tous horizons et prêts à partager leurs compétences ;
- sensibiliser tous les étudiants au soutien psychologique dans des situations de stress post-traumatique afin de favoriser la prévention de syndromes et préparer à la gestion de crise.

### **3. Renforcement des missions de Sécurité Civile et des Collectivités territoriales visant la jeunesse comme acteurs de résilience**

Le groupe "Réflexion" propose notamment, s'agissant des acteurs du ministère de l'Intérieur, les points suivants :

- élargir le référentiel du PSC1 en apportant des ressources complémentaires (quelques heures) afin d'introduire la notion de résilience à travers des cas concrets. Ceci serait aussi applicable dans le cadre de la Journée défense et citoyenneté (JDC).
- intégrer des jeunes au Plan communal de sauvegarde (PCS), aux cotés des réserves communales de sécurité civile ; y associer le Conseil municipal des jeunes sous l'égide du Correspondant défense (trouver des synergies) ; penser aux Conseillers Défense, placés auprès des Préfets civils, et aux Préfets maritimes ;
- intégrer les jeunes au processus de gestion de crise afin de les préparer à réagir face à une situation exceptionnelle et à se rendre utile en tant que de besoin ; mettre en place un apprentissage intergénérationnel avec des actifs ou des experts et des anciens actifs (pour privilégier l'intergénérationnel) ;
- associer au niveau municipal les dispositifs de médiateurs au profit des jeunes en voie de marginalisation ;
- travailler avec l'association des Maires de France.

### **4. Implication du tissu associatif en associant les ministères concernés dont le ministère chargé de la Jeunesse.**

Il est préconisé de :

- instituer un module résilience dans le référentiel de formation au BAFA ;

- s'appuyer sur les structures suivantes afin d'organiser des relais d'information et de formation pour diffuser des messages liés à la résilience nationale : structures d'accueil et d'hébergement des jeunes, telles les Orphelins d'Auteuil, les Écoles de la deuxième chance, les APP (ateliers de pédagogie personnalisée) ; les associations familiales en général, les maisons familiales rurales, ainsi que les organisations syndicales de salariés ou les organisations professionnelles, les syndicats de parents d'élèves, associations sportives, pour développer la résilience via les valeurs du sport, notamment du rugby ou autre ;
- encourager les prescripteurs comme les Missions Locales, les agences de Pôle Emploi... qui ont un rôle à jouer en matière de résilience ;
- appuyer l'action de certaines associations de sécurité civile (par exemple la Croix Rouge Française ou la Fédération nationale de Protection Civile pour n'en citer que deux sur seize) ou d'éducation aux risques majeurs (ex. Institut français des formateurs risques majeurs et protection de l'environnement (Iffo-Rme) qui apportent par ailleurs leur contribution en matière de résilience visant les jeunes ;
- faire intervenir d'autres acteurs institutionnels ou privés : les mutuelles (par exemple la MAIF, la GMF) et les compagnies d'assurance comme financeurs d'outils pédagogiques et comme relais médiatiques (voir partie III) ;
- prendre en compte différentes approches d'apprentissage, y compris intergénérationnelle, voire ludique, en lien avec l'environnement direct du jeune (voire les associations familiales ou les collectivités territoriales avec un réseau social local dédié) ;
- valoriser les compétences des anciens militaires et surtout des jeunes militaires qui se reconvertisent dans des missions éducatives ou d'information au sein d'associations y compris celles d'Anciens Combattants ; les pôles de reconversion ont

un rôle à jouer en la matière. Les jeunes militaires sont crédibles auprès de leurs pairs civils (voir aussi Réserves ci-après).

## **5. L'adaptation des Réserves en vue d'y associer la jeunesse**

Le groupe de travail a largement débattu sur la valorisation des réserves militaires, des autres réserves ministérielles - comme celles de la Santé ou de l'Intérieur - ou d'autres organisations faisant appel au volontariat et au bénévolat. Une réflexion devrait être menée sur les ressorts de l'engagement des jeunes et sur les actions des jeunes volontaires au sein de la réserve militaire en particulier.

C'est ainsi qu'il est apparu nécessaire de :

- impliquer le Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRMM) dans la politique de résilience de manière à ce que les cadres de réserve soient employés dans le dispositif ;
- associer le Délégué interarmées aux réserves (DIAR) comme levier d'action sur ce sujet ;
- renforcer l'implication et la visibilité des actions des officiers généraux de zone de défense et de sécurité (OGZDS) et des délégués militaires départementaux (DMD), en termes d'animation et de formation ; renforcer la communication pour se faire connaître ; renforcer la Réserve militaire en y associant le monde scolaire et universitaire (faire participer les rectorats et les inspections d'académie car des personnes ressources existent) ; étudier le lien possible avec les Bases de défense (BDD) ;
- élargir la Réserve citoyenne aux jeunes, sans rémunération, car les jeunes sont volontaires pour des actions bénévoles (en témoigne le succès de la Croix rouge française et ce que confirment les travaux menés par le groupe de travail "la Réserve citoyenne des jeunes" de la CAJ durant la session 2010-2011) ; préconiser l'étude d'une révision des statuts de la Réserve Citoyenne vers une "Réserve résiliente" ;

- faire participer les réserves et la population (associant les étudiants et les lycéens y compris les plus jeunes au plan local) aux exercices de simulation de catastrophe.

## **6. Démultiplication de bonnes pratiques**

Des actions d'éducation, de formation et d'information mettant en pratique les principes de résilience ont vu le jour depuis un certain nombre d'années. Pourtant, elles restent souvent méconnues du grand public et non-identifiées par les jeunes. Il conviendrait d'en faire davantage la publicité afin de les faire connaître. C'est le cas des opérations suivantes :

- les classes de défense et de sécurité globales, qui permettent de rapprocher les élèves du personnel de la Défense et de ses missions, de mettre en perspective pédagogique les questions de défense, de favoriser le lien Armées-Nation ;
- les actions du Service militaire adapté (SMA) qui jouent un rôle notable en matière de résilience ;
- les Cadets de la défense ou des Sapeurs-Pompiers ;
- les opérations "Pompiers juniors" qui servent de relais auprès des autres jeunes.

Il conviendrait également de :

- généraliser des bonnes pratiques, comme l'Information préventive aux comportements qui sauvent (IPCS) des Alpes-Maritimes et de Seine et Marne, mises en place par les Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) ;
- promouvoir la mise en place du label "Bouclier Orange" pour les établissements d'enseignement dotés d'un PPMS (voir plus haut).

## **II - La résilience : facteur de renforcement du civisme et de la citoyenneté**

L'apprentissage de principes de résilience et de comportements adaptés face à des situations difficiles donne du sens aux valeurs de civisme et de citoyenneté. La déclinaison de la politique de résilience au niveau des jeunes, en faisant d'eux des acteurs de résilience, permettrait de diffuser ces valeurs :

- en réinventant les concepts de territoire partagé et du vivre ensemble : commune, région, Europe ... liés à la fierté d'appartenance ;
- en développant le sentiment d'une communauté de destin et d'intérêts, à savoir la conviction d'avoir un bien à défendre.

Le groupe de travail s'accorde à reconnaître que conduire les jeunes sur le chemin de la résilience exige une volonté de tous les acteurs pédagogiques (publics et privés) qui va à l'encontre de certaines tendances contemporaines :

- l'individualisme, au détriment des valeurs collectives et de la conscience nationale,
- l'attente du « tout Etat », au détriment de l'initiative personnelle,
- la perte de confiance dans les hommes politiques et l'administration, au détriment d'une citoyenneté active,
- la dépendance aux systèmes d'information et de communication, au détriment de la liberté de penser, de l'initiative et de l'autonomie,

- les difficultés à admettre les crises, les catastrophes et leurs conséquences, face à une sur-médiatisation sans hiérarchie de l'information.

C'est en apprenant les attitudes à observer face à une situation de catastrophe que le jeune intériorise les qualités civiques qui accompagnent l'action.

En un mot, en apprenant à "rebondir" face à une situation difficile, le jeune intègre les valeurs afférentes.

### **1. La résilience a pour corollaire le renforcement des valeurs**

Ces éléments cognitifs de savoir-faire ou de savoir être, indispensables à une vraie conscientisation démocratique, ne seront vraiment intériorisés dans l'esprit d'un enfant ou d'un adolescent que s'il y a progressivité dans les apprentissages tout au long de la scolarité, avec certes des étapes, mais aussi à travers un continuum dans toutes les disciplines et dans « le vivre ensemble » vécu dans l'établissement scolaire et dans la cité.

La solidarité vis à vis de tous, qui s'exprime lors de situations de crise ou de catastrophes ou bien d'exercices de simulation de catastrophe, s'apparente au sentiment qu'éprouve une même fratrie : le sentiment d'appartenance et le sentiment d'un destin commun. Il est à raccrocher à la devise républicaine de "Fraternité". La fraternité, en tant qu'obligation morale, exprime la conscience citoyenne d'un lien unificateur entre les membres d'une même société. Cette reconnaissance mutuelle et tolérante des individus entre eux au nom de la dignité permet une plus grande harmonie dans la société, car le sentiment d'appartenance commune l'emporte sur les différences. On appelle cela le civisme, c'est-à-dire que l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers au nom de la solidarité et du "bien vivre ensemble". C'est aussi un moyen de faire vivre la démocratie.

Le projet de résilience rejoint alors celui de la transmission des valeurs civiques. L'objectif est de faire approprier des compétences sociales et civiques, une culture humaniste qui permettent d'accéder à l'autonomie et donnent envie d'agir. La participation des citoyens ou des jeunes citoyens à la *res publica* conduit à la formation d'une identité commune

qui rassemble et solidarise autour d'un même projet. Cette participation n'est pas exclusive des seuls ressortissants français, elle doit associer tous ceux qui résident sur le territoire national. Elle fait partie d'un même pacte républicain. Les valeurs citoyennes sont donc alors incarnées par le citoyen, acteur de la société civile en tant qu'individu.

## **2. Le devoir d'Histoire**

D'après Ernest Renan (1882), la Nation est "un résultat historique amené par une série de faits convergeant dans le même sens". Voilà qui définit le rôle structurant de l'Histoire, au-delà de la communauté d'intérêts qui est un lien puissant entre les hommes. Le riche legs de souvenirs communs forme l'héritage d'un peuple solidaire, dont la conscience morale s'appelle la Nation. A condition de savoir tirer les leçons d'un même passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements, par la promotion d'une politique de mémoire et d'analyse historique.

Cette évaluation suppose toutefois une honnêteté intellectuelle, un discernement et un esprit critique qui seuls permettront une véritable capitalisation des expériences passées. C'est dans cet esprit que la défense a élaboré un concept de retour d'expérience (RETEX) qui se définit comme "un système qui contribue à l'amélioration de l'outil de défense en participant à son évaluation au contact des réalités et en proposant des solutions aux déficiences constatées (...)" (PLA 7-7 (24)). Cette procédure doit être systématisée à tous les échelons, du niveau national au niveau local.

### **Tirer les leçons des événements récents de l'histoire individuelle**

L'analyse d'événements récents encore présents dans la **mémoire des familles**, qui ont mis à l'épreuve la résilience des armées, des services publics ou de la Nation, doit permettre de tirer des enseignements. Leur traduction en dispositions concrètes dans la vie quotidienne favorisera une prise de conscience, si les jeunes y sont associés. (cf les travaux du Professeur Serge Tisseron).

### **Elargir la démarche à l'Histoire**

Si les situations ne se reproduisent jamais à l'identique, les crises majeures qui ont mis en cause la pérennité même d'une Nation ou d'un État peuvent enseigner les ressorts de la résilience. Le tourisme de mémoire est à ce sujet utile pour comprendre les leçons de l'Histoire et les fondements des valeurs de la société française.

### **3. Le rôle des Institutionnels**

L'Etat, notamment par ses armées, et les collectivités locales au niveau des territoires, sont des maillons incontournables du devoir d'Histoire.

- **Rôle des armées**

Les armées et le ministère de la Défense possèdent une dimension sociale, patriotique et mémorielle évidente. Aussi sont-ils en mesure d'apporter :

- par l'exemple de leurs actions passées et présentes, des réponses concrètes à la demande de repères et de sens de nos jeunes concitoyens ;
- par des actions pédagogiques (visite des musées militaires, présence sur des salons de l'Education ou autres événements impliquant des jeunes, financements de voyages pédagogiques sur des lieux de mémoire...), des éléments essentiels sur la mémoire combattante ou citoyenne favorisant le lien armées-nation et la résilience.

- **Rôle des communes et des quartiers**

De par sa proximité dans la vie quotidienne, la commune est aussi actrice de la transmission de la mémoire de sa population. Faire participer les jeunes aux cérémonies officielles est d'une pédagogie vraiment efficace si elle est ritualisée. Les Conseils municipaux des jeunes peuvent aussi favoriser cette sensibilisation. Mentionnons également le rôle que peuvent jouer les membres du corps préfectoral en amont des cérémonies officielles.

#### **4. Les valeurs d'une nouvelle citoyenneté**

A l'issue d'échanges approfondis, le groupe a souligné l'intérêt de mettre en avant les notions suivantes de confiance, de responsabilité, de pédagogie de l'équipe et de vertu de l'exemple.

##### **La confiance**

Elle conditionne la détermination et la cohérence de l'action, nécessaires à la résilience :

- Au niveau collectif, l'Etat doit se montrer cohérent et compréhensible dans son discours, déterminé et efficace dans son action. La population doit être informée des décisions prises ;
- Au niveau individuel, la confiance en soi permet de gérer plus que de subir, sans céder au découragement, au sentiment d'impuissance, à la peur.

Elle procède du sentiment d'être pris en considération, tant dans la qualité de la formation que dans la conscience de sa place dans la collectivité. Elle ancre la conviction que chacun peut jouer un rôle déterminant, en cas de nécessité.

##### **La responsabilité**

Un citoyen responsable doit être cohérent dans ses idées et ses actes, en conciliant les intérêts individuels et collectifs. L'éducation des jeunes doit permettre à ceux-ci :

- d'accepter les règles de la société,
- d'être responsables de leurs actes : s'assumer, assumer leurs risques... et accepter d'être jugés en conséquence,
- de développer le sens du bien commun, en les faisant adhérer aux finalités collectives,

- de développer la qualité du lien social par l'implication dans l'action associative,
- d'être formés à la prise de responsabilités qui révèle une élite, utile en période de crise.

Voici à titre d'illustration un exemple de projection dans l'action : le programme *Red Touch* de la Croix-Rouge qui vise à encourager et accompagner les jeunes de 13 à 30 ans souhaitant mettre en œuvre une idée dans les domaines de la solidarité, la santé, la citoyenneté, l'interculturel ou l'environnement. Ce soutien, plus méthodologique que financier, encourage les initiatives des jeunes et leur apporte une formation à l'accompagnement de projet. Quant au programme YABC (pour *Youth as Agents of Behavioural Change*), il leur permet d'être acteurs du changement des comportements face aux discriminations et aux problèmes sociaux, par une formation basée sur des jeux de rôles. La responsabilisation est une valeur clé de la Croix-Rouge, qui délègue en toute confiance des tâches aux jeunes, dès l'âge de 12 ans.

### La pédagogie de l'équipe

Le **sport collectif** est apparu essentiel pour comprendre les valeurs du "vivre ensemble", les notions d'équipe et de chaîne d'équipes. Il permet d'apprécier l'interdépendance et la complémentarité des membres de l'équipe pour atteindre le but commun. Il développe le sentiment de lutte commune, à l'inverse du "sport loisir" individuel.

La Croix-Rouge développe des programmes qui accompagnent la forte volonté d'engagement et d'action des jeunes, autour de la notion de "**chefs de file solidaires**". Ainsi un jeune de 16 ans peut-il être équipier secouriste et partir en intervention avec des adultes. A 18 ans, il peut être moniteur des premiers secours, puis chef d'équipe à 21 ans. Cette formation au commandement permet aux jeunes qui souhaitent prendre des responsabilités solidaires d'être accompagnés, tant dans leur construction personnelle que dans l'acquisition de compétences techniques.

Cette pédagogie de la constitution et de la gestion d'équipe devrait faire partie du fondement collectif de la résilience.

## La vertu de l'exemple

L'Etat doit être cohérent entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. L'exemple des hommes politiques est capital.

S'agissant de la Défense, la Doctrine d'emploi des forces (DIA-01) définit les qualités suivantes des chefs, dont le modèle et la pédagogie revêtent une importance particulière en matière de résilience :

- l'esprit de décision,
- le courage,
- l'intelligence de situation,
- l'imagination,
- le charisme et la conviction,
- la confiance envers les subordonnés,
- la sérénité ... et l'humour !

De manière générale, certaines valeurs militaires peuvent servir d'exemples à transmettre et de clés du lien social dans le "vivre ensemble".

Les clés de la résilience sont celles de la citoyenneté. Elles reposent sur un socle que composent :

- la cohésion nationale,
- la confiance,
- la capacité d'agir en situation dégradée.

Les valeurs qui permettront son développement chez les jeunes nécessitent une volonté de l'Etat, forte, explicite et inscrite dans la continuité, sachant que tout changement de comportement fondé sur une culture nécessite du temps... voire une génération. C'est donc un projet sur la durée qu'il est demandé de déployer.

### **III - Stratégie de communication et réseaux sociaux**

Pour développer une politique de résilience innovante et efficiente auprès des jeunes, la question de la communication est apparue primordiale. C'est la raison pour laquelle le groupe de travail propose les réflexions suivantes.

#### **1. La question de l'initiative**

Une stratégie de communication sur la résilience doit s'appuyer sur une volonté politique initiale. Il s'agit en effet de définir à la fois l'objectif final à atteindre, mais aussi tous les objectifs intermédiaires conditionnant la réussite de celui-ci.

L'état final recherché pourrait être de familiariser les 12-25 ans avec le concept de résilience, afin qu'ils prennent conscience de leur rôle spécifique en cas de crise majeure.

Ainsi que cela a été évoqué précédemment, le constat fait par le groupe de réflexion est que le terme de résilience n'est actuellement connu que de certains spécialistes et experts (psychologues, éducateurs, militaires, secouristes, agents de l'Etat concernés par le sujet...) et se restreint à l'horizon étroit de leurs champs de compétences et d'action respectifs. Or, il s'agit de familiariser l'ensemble de la population avec cette notion jusqu'ici technocratique, en promouvant un "esprit de résilience", parmi les jeunes en premier lieu, pour favoriser une meilleure réactivité face aux événements. Le groupe s'accorde donc à reconnaître que, la méconnaissance et l'ignorance entretenant les peurs et les idées fausses, a contrario, une meilleure connaissance des actions à mener renforcera la capacité de la Nation à faire face à une situation exceptionnelle et à se relever après une épreuve collective. L'enjeu majeur est donc bien la diffusion des savoirs, mais aussi des savoir-faire et des savoir-être.

**Il s'agit de mener une stratégie de communication qui doit être à la fois souple (favorisant l'initiative pour faciliter l'appropriation), coordonnée (assurant cohérence et continuité), et innovante (s'appuyant sur les technologies d'information et de communication les plus usitées par la jeunesse d'aujourd'hui).**

Cette stratégie agit sur les perceptions des jeunes gens en leur donnant du sens et de la compréhension. Elle vise, en conséquence, à changer les attitudes ou les comportements. Elle s'inscrit dans le temps long et doit être conçue comme globale. Le but ultime n'est pas de connaître une définition du terme, fut-elle consensuelle et nécessaire. Mais il s'agit de créer un véritable "esprit de résilience", profond et durable, sans tomber dans la caricature survivaliste (cf. week-ends dans des bunkers antinucléaires de certaines familles américaines), ni stagner dans l'ignorance, mère de l'irresponsabilité et de prévisibles mouvements de panique ou de passivité, voire d'actions mal ciblées malgré leurs intentions, une fois le drame survenu.

C'est pourquoi une telle stratégie se veut globale et comprend des actions de communication d'influence qui reposent simultanément sur trois axes :

- valorisation de l'action de l'Etat pour une meilleure résilience chez les jeunes,
- valorisation des initiatives des « relais de proximité »,
- valorisation des bonnes pratiques émanant des jeunes eux-mêmes.

## **2. Le rôle de l'ETAT : pratiquer, en retrait, une coordination volontariste et durable**

Le groupe de réflexion s'accorde à reconnaître que l'Etat est parfois perçu de manière ambivalente : si l'on attend tout de lui en cas de risque majeur, il fait aussi l'objet d'une confiance relative.

Or, la stratégie de communication de niveau national proposée ne peut passer que par une volonté politique venant de l'Etat. Son action devrait se limiter à un rôle de coordination d'actions d'information et de communication décentralisées. En effet, la question se pose de la légitimité de l'acteur qui agit sans perdre de vue que la parole de l'Etat est parfois peu écoutée.

Il ne doit pas non plus tendre à sur-dramatiser les risques pour provoquer des prises de conscience, ce qui serait contre-productif. La communication sur les émotions doit prendre garde aux usages d'images négatives, jouant sur les peurs.

L'Etat n'étant pas le seul acteur, mais le responsable ultime de l'esprit de résilience, il doit mettre en œuvre une stratégie qui pourrait se fonder sur deux axes primordiaux et complémentaires :

- faciliter, légitimer et coordonner les tâches auprès des "relais de la résilience" identifiés plus hauts (enseignants, collectivités, associations, sécurité civile, réservistes, mutuelles, etc.), tout en leur laissant une marge d'autonomie, mais en supervisant leur action ;
- favoriser simultanément le volontariat et l'émergence d'initiatives parmi les jeunes eux-mêmes afin qu'ils s'approprient la problématique à leur niveau, avec leurs propres codes de langage et leurs propres représentations sociales. Les actions des jeunes en direction des autres jeunes pourraient, par exemple, renforcer et « re-sacraliser les réserves » ; promouvoir des chefs de file solidaires, relais ou référents, le sens de la mission, la responsabilisation du jeune acteur de résilience...

### 3. Principes fondamentaux d'une communication de résilience

#### 3.1 - S'appuyer, avant tout, sur une logique de réseaux

La coordination et la cohérence imposent de relier tous les acteurs entre eux, des acteurs locaux de proximité (quartier, village) jusqu'aux réseaux sociaux d'Internet. Tous les réseaux doivent avoir un ou plusieurs points d'interconnexions et couvrir un champ qui va du micro-local jusqu'au niveau national (confortant les liens intergénérationnels, le rôle des élus locaux, le lien avec les forces armées, de secours et de sécurité) et même hors métropole (Français à l'étranger, DOM-COM).

La familiarisation à un concept aussi étranger au quotidien des jeunes que la « résilience » ne peut donc passer que par une **stratégie de réseaux**, ce qui comporte deux avantages primordiaux :

- **pour l'influence, en permanence** : diffuser le concept, le populariser, le rendre familier auprès d'un public qui l'ignore : les jeunes tout d'abord, mais aussi leur entourage adulte (cf. le succès

de l'écologie parmi les jeunes qui convainquent leurs parents de trier les déchets...sans faire du jeune un prescripteur de ses parents).

- **pour l'action, en cas d'alerte** : établir une chaîne de solidarité la plus large possible qui servira de support pour l'action en cas de drame national, facilitant la diffusion de l'information en boucle courte (information poussée), offrant une plateforme officielle d'information (information tirée), et surtout accélérant l'accès au volontariat.

Le pas sera en effet bien plus simple à franchir pour transformer la "chaîne d'information" en véritable "chaîne d'alerte" temporaire selon les événements (sur Facebook ou Twitter, via les Smartphones, par exemple).

### **3.2 - Créer de nécessaires références communes**

Il paraît impératif, pour assurer le succès dans la durée d'une telle stratégie de s'assurer de la solidarité des réseaux et de créer une synergie entre les actions des différents acteurs (synergie entre les acteurs et coordination).

Dans cette optique, il paraît nécessaire de créer des références, des représentations communes et partagées qui pourraient passer par un logotype, des pictogrammes ou même des insignes qui représenteraient symboliquement "l'esprit de résilience", avec toutes les valeurs citées plus haut. Cette "marque" ou signe de reconnaissance, qu'il reste à créer, pourrait se décliner sur tous les supports (presse, Internet, vêtements, etc.).

Certes, les jeunes refusent le contrôle social mais tout aussi bien l'individualisme à outrance, et on ne peut négliger, voire même utiliser dans une certaine mesure, leur tendance au mimétisme, au suivi des modes, au conformisme de groupe auto-électif entre pairs. Tous les lieux de "socialisation" des jeunes doivent donc être mis à profit pour y évoquer les risques, les attitudes à observer et la résilience.

### **3.3 - Accompagner chaque classe d'âge, en commençant dès l'école**

Une stratégie de communication pour la résilience doit aussi être conçue pour "accompagner" vers la vie d'adulte, et donc s'appuyer sur des réseaux, des médias, des acteurs qui pourront familiariser tout jeune Français avec le concept de résilience dès sa vie de collégien, mais aussi durant sa vie de lycéen, d'étudiant, puis de jeune travailleur... Chaque action de communication doit être appropriée à sa cible, et donc décliner sa forme, son fond et le choix du vecteur le plus adéquat en conséquence.

Dans cette perspective, la résilience devient aussi un objet d'étude que les enseignants doivent s'appropriier et transmettre. Transmetteurs de savoirs autant qu'éducateurs, ils constituent l'avant-garde des *influenceurs* d'une génération dans le sens où ils seront parmi les premiers acteurs à délivrer :

- le savoir (connaître les risques, leur degré de probabilité et leurs conséquences prévisibles) ;
- le savoir-faire (actions concrètes à mener s'ils sont avérés, acteurs du réseau à connaître) ;
- le savoir-être (volontariat, préparation, empathie, solidarité, "esprit de résilience" communicatif, etc.).

### **3.4 - Valoriser le rôle civique de promoteur de la résilience aux leaders d'opinion de la jeunesse**

Les messages de solidarité (avec les exclus, ceux qui souffrent, ceux qui sont discriminés, etc.) sont porteurs auprès de la jeunesse. Pour preuve, toutes les grandes célébrités de la chanson et du cinéma participent à des actions solidaires et humanitaires (Band Aid pour l'Éthiopie, acteurs d'Hollywood pour le Darfour, vedettes françaises pour les restaurants du cœur, pour les maladies orphelines, pour le téléthon, etc.). Ces actions de « lobbying » peuvent être initiées par l'État mais

doivent être reprises et partagées par les relais comme par les jeunes eux-mêmes.

Les messages positifs de la résilience susceptibles de toucher les jeunes pourraient être : "la souffrance impose la solidarité", "Etre utile, c'est exister", "sauver des vies donnera un sens à la tienne", etc. Si des "*people*" donnent l'exemple, il est improbable qu'ils ne soient pas suivis, y compris par toute une frange de la jeunesse des classes populaires et moyennes, peu familières des questions de défense et de politique nationale.

Les leaders d'opinion de la jeunesse issus du show-business les sensibilisent déjà à de grandes causes, ou à la solidarité en cas de catastrophe (cf. Tsunami en Asie du Sud-Est ou séisme en Haïti, par exemple) dans un rapport "gagnant-gagnant" (légitimation et publicité pour les artistes, bonne conscience et divertissement pour le public).

Les personnalités que les jeunes gens "suivront" ne sont pas nécessairement des vedettes confirmées, mais peuvent aussi être des jeunes gens de leur génération ayant récemment accédé à la notoriété médiatique, auxquels ils peuvent facilement s'identifier (cf. le succès des "anges de la télé-réalité" auprès des adolescents).

Il s'agira donc dans un premier temps de familiariser ces *influenceurs* avec la problématique et les éléments de langage de la résilience, en promouvant notamment sa valeur humaine et civique, tout en leur démontrant que cette utilité sociale servira aussi indirectement leurs propres intérêts (renforçant leur image de marque, à l'instar de la Croix-Rouge, du combat anti-fourrure, de la lutte contre le SIDA, etc.). Il s'agira donc de promouvoir des leaders d'opinion qui seront des porte-voix (sportifs, chanteurs, acteurs...) à la télévision en priorité, mais aussi sur Internet, à la radio (NRJ, SKYROCK, etc.), et dans la presse "jeunesse", afin de créer ce que l'on appelle un "bruit de fond".

**Quoi qu'on en pense, les "people" sont des leaders d'opinion, à forte visibilité et influence : il s'agit donc d'en faire des ambassadeurs de la résilience et de les convaincre de se voir attribuer un rôle civique qui, loin d'être une charge, sera pour eux une source de valorisation qui servira leur image.**

#### **4. Choisir des médias appropriés et efficaces, au plus près de la jeunesse**

##### **4.1 - Utiliser tout d'abord des médias "défense" existants : techniquement facile, mais avec une portée faible**

Organiser une communication institutionnelle devrait permettre une responsabilisation. Il semble inévitable d'utiliser notamment les pages communautaires des réseaux sociaux numériques (type Facebook), les sites Internet (et leurs flux RSS), les listes de diffusion (envoi de newsletters)...déjà en place.

Mais en ce qui concerne le public jeune, la fourniture d'informations (type portail risques-majeurs.fr) permet, au mieux, une sensibilisation, sans changer profondément les représentations et donc influencer sur les comportements. De plus, ce sont des informations "tirées", que les jeunes devront aller chercher par leur propre initiative. Or il s'agit de créer une "culture du risque" chez les jeunes, et donc de "pousser" davantage l'information.

Dès lors, mener une stratégie de communication efficace pour créer ce changement de comportement implique d'aller au plus près des jeunes, de mener des actions d'influence jusque dans leur quotidien.

##### **4.2 - Utiliser des vecteurs modernes pour influencer directement au quotidien sur les représentations sociales des jeunes et favoriser leurs initiatives spontanées**

Le groupe s'accorde à reconnaître qu'insérer des messages dans le quotidien des jeunes gens passera forcément par les supports qu'ils utilisent le plus, tels que la télévision, les jeux vidéo et Internet. Dans chacun des ces médias, il s'agira d'utiliser toutes les potentialités techniques offertes.

- **La télévision :**

- La télé-réalité : s'inspirer des mécanismes X-Factor, l'incroyable talent, The Voice... Les actions des *influenceurs*, pour permettre la prise de conscience, pourraient, par exemple, s'appuyer sur des contenus de type dessins animés, jeux vidéo... avec un gain comme un label type "résilience nationale" ou "éco-résilience" ;
- envisager des partenariats public-privés avec, comme exemple, les contenus audiovisuels sponsorisés, diffusés dans l'émission "Plus près de chez vous".

- **Les jeux vidéos**

Créer des "*serious games*" qui sont des vecteurs positifs, à décliner sur la gestion de risques et des crises, pour les différents publics de jeunes ; jeux financés par les institutions ou sponsorisés par des annonceurs comme, par exemple, les Assureurs qui pourraient notamment être les acteurs privés du financement, en particulier de certains contenus audiovisuels ;

- **Internet**

- Mobiliser des réseaux sociaux. L'idée est de rentrer dans la sphère des *influenceurs* grâce aux réseaux sociaux ;
- Création d'un **réseau alternatif défense** sur le thème de la résilience et tous les sujets qui s'y rattachent. Quelques propositions :
  - Choix du/des réseau(x) : Facebook semble le vecteur le plus large et le mieux ciblé sur les 12-25 ans, mais l'utilisation complémentaire d'autres réseaux (type Twitter, Viadeo, etc.) ne fera qu'élargir le spectre. Promouvoir une interface spécifique conçue comme un espace numérique de travail par exemple.

- Envisager l'emploi du terme « résilience » ou bien d'un terme équivalent, selon la perception positive ou négative du terme (faire une étude marketing au préalable ?).
- Envisager la création d'un logotype, qui pourra servir d'identifiant (ou de "label") à toutes les autres actions de communication évoquées précédemment de manière à populariser la notion de résilience et l'introduire dans le quotidien des jeunes gens (démarche du type "produits dérivés").

## **Conclusion du rapport**

Quel que soit l'usage fait du terme résilience, où qu'en soit la consolidation de la définition de la résilience, la politique de résilience s'appliquant aux jeunes vise l'idée d'un civisme renouvelé voire ré-enchanté pour servir la cause nationale. C'est un projet peu coûteux qui s'appuie sur des dispositifs existants pour la stratégie éducative ou innovant pour la stratégie de communication. C'est un défi qui repose sur une volonté politique forte.

Un effort de définition du concept est à opérer afin qu'il ne soit pas relégué comme celui de "développement durable" qui n'a pas été pédagogiquement explicité auprès de la population mais galvaudé par les médias et divulgué sans accompagnement par les Institutionnels.

La CAJ pourrait, dans le cadre du protocole défense/éducation nationale, contribuer à renforcer les messages pour un déploiement de cette politique dans les administrations concernées au niveau interministériel.

## Liste des personnalités auditionnées

### Auditions

#### **Séance du 16 novembre 2011 :**

1. "Les acteurs du secours" par le colonel de sapeurs pompiers Jean-Pierre Cayla, chargé de mission à la Commission armées-jeunesse.
2. "Le séisme de 2010 et la résilience de la jeunesse haïtienne" par le lieutenant-colonel Chassaing, Unité d'instruction et d'intervention de sécurité civile (UIISC) de Brignoles.
3. "La résilience en Haïti" par le chef de bataillon Vassal, Commandement du Service militaire adapté (COMSMA).

#### **Séance du 7 décembre 2011 :**

4. Monsieur Jacques Faye, Direction générale de la prévention des risques, ministère de l'écologie et du développement durable, du transport et du logement.

#### **Séance du 18 janvier 2012 :**

5. "La Croix-Rouge française et la réduction des risques" par Monsieur Patrick Dallem, directeur de l'urgence et du secourisme à la Croix-Rouge et Mademoiselle Hripsimé Torossian, son adjointe et chargée de mission innovation et développement de projets européens ; "Autoprotection avec les enfants dans la communauté" (présentation relative au projet européen ciblant la résilience chez les enfants de 8 à 12 ans) par Mademoiselle Emmanuelle Babaud, psychologue, Croix Rouge française.

#### **Séance du mercredi 2 mai 2012**

8. "La résilience et la gestion du stress post-traumatique chez les militaires" par le colonel Patrick Chanliau, officier projets et prospective au CICDE et le médecin en chef Christian Colas de la Direction générale de l'armement.

## Entretiens

**5 juillet 2012**

9. Le Professeur Serge Tisseron a été reçu au secrétariat général de la CAJ sur le thème de la résilience psychologique.

## **LISTE DES ANNEXES / BIBLIOGRAPHIE**

1. "Résilience : de quoi s'agit-il?" Article du Général (2s) Lou Francart, Revue de la défense nationale n° 727 - février 2010
2. "Philosophie de la résilience et esprit de défense" conférence prononcée par madame Monique Castillo, professeur des universités, aux lundis de l'IHEDN, le lundi 7 novembre 2011, amphithéâtre Foch, Ecole militaire, Paris.
3. 1<sup>er</sup> congrès Mondial sur la Résilience, de la recherche à la pratique, les 7-8-9-10 juin 2012, Paris. Conclusions en attente de publication.
4. "La contribution des armées à la résilience de la Nation : aspects humains et organisationnels", Frédéric COSTE – Elisande NEXON. Rapport n° 701/FRS/RESIL du 17 novembre 2011.
5. "Pour une phénoménologie de la résilience", Jean Vion-Dury. Service de Neurophysiologie Clinique, Hôpital de la Conception, Marseille. Institut des Neurosciences Cognitives de la Méditerranée (UMR-CNRS 6193). Chercheur associé au Centre d'Epistémologie et d'Ergologie Comparatives (UMR-CNRS 6059).
6. Concept exploratoire interarmées CEIA-3.37. RÉSILIENCE, N° 202/DEF/CICDE/NP du 12 décembre 2011.
7. « Comment développer l'esprit de résilience chez les jeunes ?" conférence prononcée par Madame Monique Castillo, professeur des universités, lors de l'assemblée plénière de la commission armées-jeunesse du 12 janvier 2012, amphithéâtre Des Vallières, Ecole militaire.
8. "Les expériences étrangères de la résilience", Agence d'intelligence stratégique Eurocrise, rapport final, 11 mai 2010.

9. "Défense et sécurité de la France au XXIe siècle", SCEREN-CNDP-CRDP, coll. Questions ouvertes, 2011, ouvrage collectif coordonné par Evelyne Farcy-Magdenel et Chantal Tissier-Dauphin, chapitre 29.
  
10. "La Défense au XXIe siècle - Anticiper, prévenir, dissuader, intervenir, protéger", coédition Autrement/ministère de la défense SGA-DMPA, 2010, pour le chapitre "citoyenneté et mémoire".

Quelques sites pratiques:

[www.prim.net](http://www.prim.net)

[www.iffo-rme.fr/](http://www.iffo-rme.fr/)

[www.memoiredescatastrophes.org](http://www.memoiredescatastrophes.org)

[www.autoprotectionducitoyen.org](http://www.autoprotectionducitoyen.org)





**Liste des récents travaux publiés  
par la Commission armées-jeunesse**

**Session 2011-2012**

Défense et service civique  
Promouvoir la résilience chez les jeunes  
Le service militaire adapté

**Session 2010-2011**

La réserve citoyenne des jeunes  
Symbolique tradition, cohésion nationale

**Session 2009-2010**

Le rôle social des armées

**Session 2008-2009**

La reconversion des jeunes en contrats courts  
Scolarité partagée

**Session 2007-2008**

Egalité des chances, reconnaissance des savoir-être  
Les attentes des jeunes en matière d'autorité

**Session 2006-2007**

Les Cadets de la Défense  
La formation en alternance dans les armées



